Nomination d'un administrateur représentant l'Etat au conseil d'administration de la société les ciments de Gabès 504

Ministère de la Culture

Nomination d'un chef de service 504

Avis et Communications

Ministère des Communications

Avis aux titulaires des comptes de la caisse d'épargne nationale de Tunisie 504

lois

Loi n° 98-18 du 2 mars 1998, portant approbation de deux accords de prêt et d'un accord de garantie conclus le 19 décembre 1997 entre la République Tunisienne et l'office national d'assainissement d'une part et la banque internationale pour la reconstruction et le développement d'autre part, pour la contribution au financement du projet d'assainissement et de réutilisation des eaux épurées du grand Tunis (1).

Au nom du peuple,

La chambre des députés ayant adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier. - Sont approuvés l'accord de prêt et l'accord de garantie annexés à la présente loi, conclus à Washington le 19 décembre 1997 entre la République Tunisienne et l'office national d'assainissement d'une part, et la banque internationale pour la reconstruction et le développement d'autre part, et relatifs à un prêt d'un montant égal à deux cent quatre vingt trois millions de francs français (283.000.000) accordé à l'office national d'assainissement pour la contribution au financement du projet d'assainissement et de réutilisation des eaux épurées du grand Tunis.

Art. 2. - Est approuvé l'accord annexé à la présente loi, conclu à Washington le 19 décembre 1997 entre la République Tunisienne et la banque internationale pour la reconstruction et le développement, et portant octroi à l'Etat tunisien d'un prêt équivalent à cinquante sept millions de francs français (57.000.000) pour la contribution au financement du projet d'assainissement et de réutilisation des eaux épurées du grand Tunis.

La présente loi sera publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et exécutée comme loi de l'Etat.

Tunis, le 2 mars 1998.

Zine El Abidine Ben Ali

(1) Travaux préparatoires :

Discussion et adoption par la chambre des députés dans sa séance du 24 février 1998.

Loi n° 98-19 du 2 mars 1998, autorisant l'octroi de la garantie de l'Etat à un accord de financement conclu le premier octobre 1997 entre la société nationale des chemins de fer tunisiens d'une part et le crédit lyonnais et autres banques étrangères, d'autre part (1).

Au nom du peuple,

La chambre des députés ayant adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique. - Est autorisé l'octroi de la garantie de l'Etat à l'accord de financement annexé à la présente loi, conclu à Tunis le premier octobre 1997 entre la société nationale des chemins de fer tunisiens d'une part, et le crédit lyonnais et autres banques étrangères, d'autre part d'un montant de cent quinze millions (115.000.000) de francs français pour l'acquisition des biens et services français.

La présente loi sera publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et exécutée comme loi de l'Etat.

Tunis, le 2 mars 1998.

Zine El Abidine Ben Ali

(1) Travaux préparatoires :

Discussion et adoption par la chambre des députés dans sa séance du 24 février 1998.

Loi n° 98-20 du 2 mars 1998, portant approbation de la convention et de ses annexes en date du 23 octobre 1997 relatives au permis "Jorf" (1).

Au nom du peuple,

La chambre des députés ayant adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique. - Sont approuvées, la convention et ses annexes jointes à la présente loi signées à Tunis le 23 octobre 1997 entre l'Etat tunisien d'une part, l'entreprise tunisienne d'activités pétrolières et la société Rigo Oil Company, d'autre part, et relatives au permis de recherche et d'exploitation de substances minérales du second groupe dénommé permis "Jorf".

La présente loi sera publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et exécutée comme loi de l'Etat.

Tunis, le 2 mars 1998.

Zine El Abidine Ben Ali

(1) Travaux préparatoires :

Discussion et adoption par la chambre des députés dans sa séance du 24 février 1998.